



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

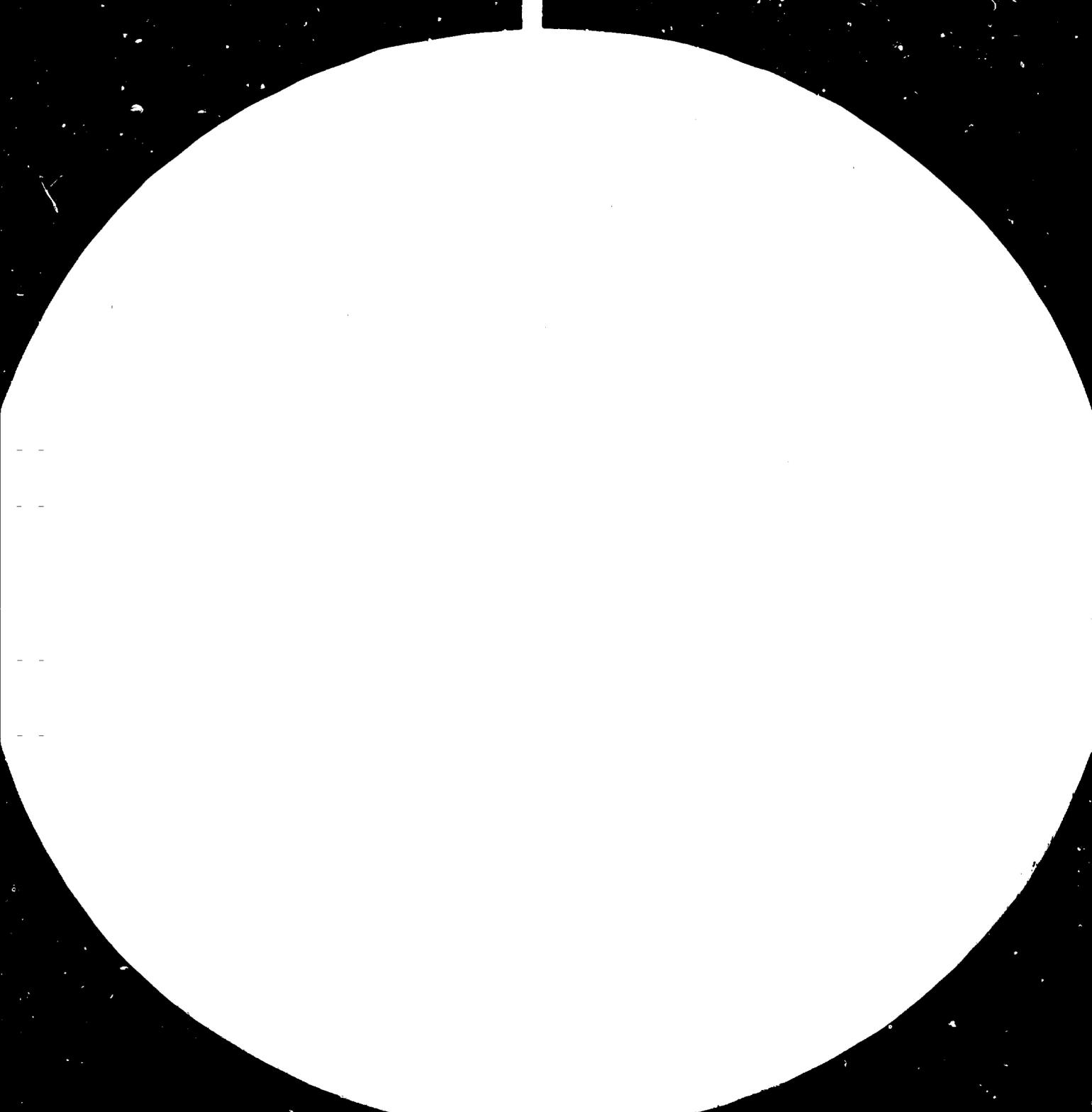
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



11745-F

Distr.
LIMITEE

UNIDO/PG.44
6 juillet 1982

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ORIGINAL: FRANCAIS

Première Consultation sur le
financement industriel

Madrid (Espagne), 18-22 octobre 1982

DOCUMENT D'INFORMATION

L'INFLUENCE DES NOUVELLES POLITIQUES
MACROECONOMIQUE DES PAYS INDUSTRIELS
SUR LES PERSPECTIVES DU DEVELOPPEMENT*

par

J.M. Parly**

J. Métais***

M. Poix ****

* Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues du Secrétariat de l'ONUDI. Ce document n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

** Professeur à l'Université de Paris-Dauphine.

*** Assistant à l'Université Paris-Dauphine.

**** Assistant à l'Université Paris-Dauphine.

INTRODUCTION

La thèse libérale du développement voyait dans l'ouverture des frontières et l'extension du commerce international le moyen d'une croissance mondiale rapide et du rattrapage des pays les plus avancés par les autres. Cette thèse est actuellement en crise.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale la croissance de l'économie mondiale a effectivement reposé sur la libéralisation des échanges de sorte que l'accroissement des échanges internationaux a été plus rapide que celui de la production. La poursuite en longue période d'une expansion du commerce international supérieure à celle de la production avait pour conséquence une interdépendance croissante des économies des différents groupes de pays. Cette évolution dont les répercussions sur les situations relatives des différents pays étaient très inégalement réparties a provoqué de longue date la contestation de la thèse libérale du développement par certains PVD qui, voyant croître leur dépendance à l'égard de leurs importations de produits essentiels (alimentaires, énergétiques...), souhaitaient retrouver une certaine autonomie nationale ou régionale.

La crise actuelle remet en cause non pas les effets pervers des modalités antérieures du développement mais les conditions même de son prolongement. En effet, le processus de développement -notamment industriel- qui s'est poursuivi de façon plus ou moins heureuse pratiquement jusqu'à la fin des années 70, reposait sur trois conditions essentielles qui se trouvent actuellement remises simultanément en question.

La première était une croissance rapide des pays industrialisés, mais aussi des pays de l'Est, principaux importateurs des produits offerts par les PVD.

La seconde était une restructuration progressive des échanges internationaux permettant aux PVD d'assurer une part croissante de la production et des exportations de produits industriels. Cette modification de la division internationale du travail devait accompagner l'évolution des avantages comparatifs des différents groupes de producteurs et n'être pas entravée par des mesures protectionnistes émanant des pays les plus avancés.

La troisième condition enfin était le développement d'un système financier international apte à gérer dans de bonnes conditions la compensation des soldes positifs et négatifs des balances de paiements et la contrainte monétaire internationale.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale des changements qualitatifs importants se sont produits dans les rapports entre les conditions de la croissance à l'intérieur des pays industriels, les tendances de la division internationale du travail et les formes de la contrainte monétaire internationale (1). Ces changements sont à l'origine et de la crise de l'approche libérale du développement et de la très grande vulnérabilité que l'on constate des stratégies de développement industriel à l'égard des politiques macroéconomiques des pays industrialisés et parmi eux, au premier chef, des Etats-Unis.

(1)- Cf. M. AGLIETTA "Les configurations de l'économie mondiale", Document de travail CEPII, janvier 1982.

Jusqu'au milieu des années 60 l'économie mondiale a été dominée par les Etats-Unis. La monnaie internationale, le dollar était celle d'une économie dominante à balance de base structurellement excédentaire. Les déficits de balance des paiements apparaissaient dans les pays à croissance rapide et étaient compensés par des flux de capitaux en provenance des Etats-Unis. Les fluctuations de la conjoncture interne de ce pays pouvaient engendrer des ralentissements des sorties de capitaux et imposer, avec un certain décalage, un freinage de la croissance des pays déficitaires.

Par ailleurs, dans les pays de la CEE coexistaient et s'épaulaient mutuellement les cercles vertueux de la désinflation et de la croissance faible (RFA) et les cercles vertueux de la croissance forte et de l'inflation rampante (France, Italie).

Un caractère très important de ce mode de fonctionnement de l'économie mondiale est qu'il s'accompagnait d'une désynchronisation des conjonctures des pays dominants, empêchant qu'une déflation cumulative ne vienne freiner la croissance des PVD.

Plusieurs facteurs interdépendants allaient provoquer l'altération progressive de ce système. La position hégémonique des Etats-Unis et le rôle du dollar comme monnaie de réserve internationale se sont trouvés contestés en raison de l'expansion inflationniste qu'a connue l'économie américaine à partir du milieu des années 60 et du renforcement de la concurrence sur les marchés internationaux de produits industriels. Du fait des déficits récurrents de la Balance des Paiements des Etats-Unis, les devises des pays qui connaissaient de forts excédents du commerce extérieur (RFA, Japon) concurrençaient le dollar dans sa fonction de monnaie de réserve internationale : la possibilité d'arbitrage entre plusieurs monnaies fortes favorisait la spéculation et l'instabilité des marchés de change.

Après l'abandon du système de Bretton-Woods, la complexité des relations entre conjoncture interne et taux de change dans un régime de change flottant administré a favorisé la dégénérescence des cercles vertueux en cercles vicieux : celui de la monnaie surévaluée et de la stagnation ; celui de la baisse du change et de l'inflation ouverte.

Par ailleurs, en l'absence d'une différenciation suffisante des spécialisations internationales des grands pays industriels à l'exception du Japon, une synchronisation des conjonctures de ces pays tendait à s'établir au travers de leur commerce extérieur. Cette tendance devait être renforcée et aggravée par l'impact déflationniste sur l'économie mondiale des chocs pétroliers.

Enfin, le développement progressif des euromarchés opérant essentiellement en dollars, mais sur lesquels l'offre de liquidités est de plus en plus autonome par rapport à la situation des règlements extérieurs des Etats-Unis a permis de répondre aux besoins massifs de financement international induits par l'intégration mondiale de plus en plus poussée des échanges et de la production. Il a également répondu au besoin de recyclage des capitaux rendu nécessaire par la polarisation de très importants déficits des Balances de Paiements. Ceci a largement contribué au développement de l'économie d'endettement international que nous connaissons aujourd'hui.

Dans ce contexte, la crise des changes de 1978, bientôt suivie par le deuxième choc pétrolier, marquait un tournant décisif pour l'économie mondiale en orientant dans un sens déflationniste les politiques macroéconomiques des pays dominants et en accroissant leur pression pour reporter sur les PVD les déficits de Balances des Paiements que ce dernier engendrait.

Nous analyserons dans un premier point les ambiguïtés et les difficultés de ces politiques macroéconomiques. Nous mettrons ensuite en lumière dans les deux points suivants leurs implications néfastes pour le développement industriel : par la contraction du commerce mondial et le renouveau du protectionnisme ; par la fragilisation du système financier international et la relative éviction des PVD des marchés de capitaux.

I- INCERTITUDES ET EFFETS PERVERS DES POLITIQUES MACROECONOMIQUES DE STABILISATION DES PAYS INDUSTRIALISES.

Le problème de la définition de politiques macroéconomiques adaptées au contexte de l'économie mondiale du tournant des années 80 est loin d'avoir des solutions triviales dans la plupart des pays industrialisés. Les politiques macroéconomiques y sont en effet confrontées à la conjonction de niveaux élevés d'inflation et de chômage cependant que les manifestations actuelles de la contrainte monétaire internationale incitent à faire du taux de change un objectif majeur de la politique économique.

A ces difficultés s'ajoute le désarroi évident de la pensée économique. La synthèse macroéconomique néo-keynésienne qui avait fait les beaux jours de la politique économique des années 60 est de plus en plus contestée du fait de son incapacité à fournir les moyens de sortir de la stagflation. Par contre, on voit fleurir des théories, souvent contradictoires, éphémères aussi, et entre lesquelles gouvernants et gouvernés ne savent comment choisir.

Cette impuissance de la théorie économique a une conséquence prévisible mais dangereuse : elle élargit le champ d'influence de l'idéologie sur la politique économique au moment même où l'on constate que le fossé se creuse entre les idéologies dominantes des pays industriels. Dans les débats idéologiques personne ne convainc personne. Alors qu'à la fin des années 70 les politiques économiques des grands pays convergeaient dans le gradualisme monétaire, à l'heure actuelle diagnostics et politiques divergent fortement. Il est permis de se demander comment une économie mondiale fortement intégrée pourra s'accomoder de la mise en oeuvre de politiques d'inspiration socialiste orientées vers l'interventionnisme public et la relance de la demande, en France par exemple au moment où se confirme le retour spectaculaire de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis vers une politique de "laissez-faire" dont la brutalité n'est pas sans évoquer le capitalisme du XIX^{ème} siècle.

Nous assistons semble-t-il soit à une paralysie de la politique économique, soit à son utilisation dans un sens déflationniste. Ceci tient à la fois à la nature des contraintes auxquelles elle se trouve confrontée et au triomphe des théories les plus démobilisatrices à l'égard de l'intervention de l'Etat dans les pays qui occupent une position dominante à l'égard des relations macro-économiques internationales.

I-I. Les contraintes essentielles qui pèsent sur la politique macroéconomique des pays industriels et qui lui donnent une orientation déflationniste naissent d'une part des limites que rencontre l'accumulation de déficits budgétaires dans un climat de récession inflationniste et d'autre part des effets de domination de la politique monétaire des Etats-Unis induits par la contrainte de change.

Les différences structurelles et l'asymétrie des positions des différents groupes de pays industriels justifient que leur degré d'autonomie à l'égard de ces contraintes ne soit pas identique.

La situation du Japon est tout à fait particulière puisque sa Balance des Paiements dépend étroitement de variables influençant sa capacité d'absorption interne et des termes de l'échange entre les produits primaires qu'il importe et les produits industriels qui constituent l'essentiel de ses exportations. L'industrie japonaise est caractérisée par des coûts fixes élevés et des rendements croissants très importants. Les marchés japonais sont faiblement ouverts aux produits étrangers. Compte tenu du mode de formation des revenus primaires qui caractérise la société japonaise, la capacité d'absorption intérieure de la production industrielle dépend par l'intermédiaire d'un certain nombre de canaux du niveau du déficit budgétaire. Les efforts du gouvernement japonais pour réduire l'ampleur de ces déficits (efforts apparemment justifiés par la part élevée du PNB qu'on représenté dans les années récentes les besoins d'emprunt des administrations publiques, cf. tableau 1) ont alors pour conséquence d'accroître la pression des produits japonais sur les marchés extérieurs et d'améliorer le solde de la balance commerciale (1).

Cette situation particulière du Japon pourrait favoriser des processus cumulatifs de déflation de l'économie mondiale. Elle contribue par ailleurs à expliquer la relative autonomie dont bénéficie ce pays par rapport à la politique monétaire des Etats-Unis. Tel n'est pas le cas des pays de la CEE (2).

Il ressort sans ambiguïté de la lecture du tableau I que les principaux pays de la CEE ont recouru de façon très inégale à l'arme budgétaire au cours de la période 73-80. Il s'ensuit que la charge de la dette intérieure et les marges d'endettement de chacun de ces pays sont extrêmement hétérogènes.

(1) - Si l'orientation générale de la politique budgétaire récente était déflationniste puisque le budget 81-82 prévoyait une nouvelle réduction du déficit rapporté au PNB, des assouplissements ont été apportés en cours d'années pour faciliter la réalisation de l'objectif de croissance.

(2) - cf. W. D. NORDHAUS : Chaos and Confusion : The International Economy today, Séminaire de réflexion sur l'Economie Mondiale, Paris, mai 82.

TABLEAU 1

Besoins d'emprunt nets des administrations publiques¹

Pays	1970-73	1974-76	1977	1978	1979	1980
	moyennes annuelles, en % du produit national brut					
Etats-Unis	0,2	-1,5	-1,0	-0,0	0,5	-1,2
Japon	1,0	-2,0	-3,2	-5,5	-4,7	-4,0
Allemagne fédérale	0,2	-3,6	-2,4	-2,7	-2,9	-3,5
France	0,8	-0,7	-0,8	-1,8	-0,6	0,3
Royaume-Uni	-0,3	-4,6	-3,4	-4,3	-3,3	-3,7
Italie	-7,4	-9,6	-7,9	-9,7	-9,4	-7,9
Canada	0,5	-0,8	-2,6	-3,1	-1,8	-2,3
Belgique	-2,2	-4,2	-5,7	-6,2	-6,7	-6,8
Pays-Bas	-0,1	-1,7	-1,5	-2,1	-3,0	-3,3
Suède ²	4,9	3,0	2,0	-0,1	-2,8	-3,5
Danemark	3,7	0,7	-1,7	-2,2	-3,3	-3,3
Norvège	4,4	3,9	1,7	0,6	1,7	5,1

¹ Un chiffre négatif indique des besoins d'emprunt nets, c'est-à-dire un déficit. Les administrations publiques englobent l'administration centrale, les collectivités locales, y compris les caisses de sécurité sociale, mais ne comprennent pas les entreprises nationalisées. Les besoins d'emprunt nets ne comprennent pas les transactions purement financières du secteur public et, dans certains pays, ils sont sensiblement inférieurs aux besoins d'emprunt (bruts) du secteur public.
² Englobe le Fonds national de pension.

Taux d'expansion monétaire

Monnaie monétaire	Années	Etats-Unis		Japon	Allemagne fédérale	France	Royaume-Uni	Italie	Canada
		A	B						
d'un quatrième trimestre à l'autre, en %									
Au sens large ¹	moyenne 1971-75	9,6	10,9	17,1	10,3	16,8	17,7	19,7	17,3
	moyenne 1976-80	9,7	10,9	10,3	8,3	12,4	13,0	18,9	14,7
	1975	12,3	9,4	14,5	9,1	17,7	8,6	22,3	17,5
	1980	9,8	9,9	7,7	5,9	10,4	18,5	11,4	10,9
Au sens étroit ²	moyenne 1971-75	5,3	6,0	16,2	10,2	12,4	12,2	15,7	13,4
	moyenne 1976-80	6,3	7,8	5,4	8,1	10,2	12,2	20,5	8,8
	1975	4,8	5,0	10,9	15,4	15,3	22,0	10,3	21,1
	1980	5,0	7,3	-1,8	4,5	8,7	4,0	11,9	9,5

¹ Pour les Etats-Unis, M₂ (colonne A) et M₃ (colonne B); pour le Japon, P₁ - CD (certificats de dépôt); pour l'Allemagne, M₂; pour la France, l'Italie et le Canada, M₁; pour le Royaume-Uni, M₁ en sterling. ² Pour les Etats-Unis, M₁ (colonne A) et M₂ (colonne B); pour les autres pays, M₁.

Source : 51ème Rapport Annuel de la Banque des Règlements internationaux. (avril 80 - mars 81).

Cette situation est pour partie le résultat d'attitudes différentes qu'ont eu dans le passé et qu'on encore actuellement les pays de la CEE à l'égard du dilemme inflation-chômage et pour partie la conséquence de l'absence de véritable mécanisme de coordination des politiques budgétaires dans le cadre de la Communauté Européenne. Elle constitue en elle-même un obstacle à la mise en place concertée de mesures budgétaires tendant à relancer les économies européennes et à entraver le processus de désindustrialisation dont elles se trouvent à des degrés divers menacées. Cet obstacle s'ajoute à celui représenté par la très forte ouverture des marchés de la CEE aux produits étrangers.

Si les perspectives de relance budgétaire en Europe sont faibles, il faut tenir compte en outre de la pression déflationniste qu'exerce le SME sur les politiques monétaires des pays membres. Ces derniers sont en effet conduits pour maintenir la parité de leur monnaie à l'intérieur du serpent-monnaie à pratiquer des politiques monétaires qui évitent de trop fortes divergences entre leurs taux d'intérêt respectifs. De plus, en l'absence d'une véritable gestion concertée de la parité entre le dollar et les monnaies du serpent européen, les économies de la CEE subissent très fortement l'emprise des orientations de la politique monétaire des Etats-Unis (cf. tableau 1)

En dépit de la perte relative d'hégémonie de l'économie américaine qu'ont entraînée les modifications adverses des conditions de sa croissance interne, les Etats-Unis conservent encore actuellement une position asymétrique dans la macroéconomie mondiale. Ceci tient essentiellement au rôle dominant que joue le dollar sur les marchés internationaux de capitaux, en dépit des poussées de concurrence qu'il subit périodiquement de la part de quelques monnaies fortes. Les opérations en dollar représentent en effet de 60 à 70 % du total des opérations sur les marchés d'eurodevises. Dans ces conditions la contrainte de change transforme ces marchés en véritable courroie de transmission au reste du monde des impulsions données par la politique monétaire des Etats-Unis.

Cette donnée confère une importance particulière au tournant qu'a connu la politique monétaire des Etats-Unis à partir d'octobre 79 et aux difficultés et incertitudes de ce que l'on nomme la Reaganomie.

I-2 la politique économique de l'administration Reagan a deux composantes d'inspiration théorique différente, le monétarisme et la doctrine de l'offre, dont les contradictions ne sont pas sans danger pour la conjoncture économique mondiale. Elles ont cependant un point commun : la priorité à la lutte contre l'inflation et au désengagement de l'Etat(1).

La politique monétaire s'inscrit dans le droit fil de la montée progressive du monétarisme aux Etats-Unis au fur et à mesure que s'affirmait l'intolérance croissante de la société américaine à l'égard de l'inflation très élevée de la fin des années 70.

Le changement le plus important de la politique monétaire date d'octobre 79 : la Réserve Fédérale décida alors de substituer un contrôle quantitatif des agrégats monétaires à l'action traditionnelle par les taux d'intérêt. Depuis lors les options monétaires sont déterminées à moyen terme afin de décourager graduellement les anticipations inflationnistes : le taux d'expansion monétaire devrait baisser de moitié d'ici 1985 par rapport à son niveau de 1981.

Des difficultés sont rapidement apparues dans la mise en oeuvre de cette politique. La première concerne le choix des agrégats sur lesquels faire porter le contrôle : des innovations financières, encouragées par la déréglementation du système, multiplient en effet les possibilités de substitution d'actifs et d'arbitrage permettant aux agents économiques d'échapper à ce contrôle. Dans le contexte financier et bancaire américain, dont l'évolution vers un système concurrentiel faiblement régulé par la Banque Centrale a été accentué par la loi bancaire de mars 80, la Réserve Fédérale ne peut contenir l'expansion monétaire qu'au prix de taux d'intérêt extrêmement élevés et instables. La deuxième difficulté résulte de la combinaison de cette politique avec la mise en oeuvre des principes de l'économie de l'offre.

(1)-cf "La Reaganomie : Fondements doctrinaux et dimension internationale", *Economie Prospective Internationale*, 1982. En particulier, les contributions de C. STOFFAES, R. HELLER, M. AGLIETTA.

La doctrine de l'offre est fondée sur l'idée qu'il faut réduire le niveau des dépenses publiques, ou tout au moins leur rythme d'augmentation, pour provoquer une expansion de l'activité du secteur privé de l'économie et par là de l'emploi. Une telle expansion doit par ailleurs être encouragée par la suppression des réglementations qui entravent le libre développement des initiatives privées.

Cette doctrine de l'offre se présente tant sur le plan de la théorie que sur celui de la politique économique comme une contre-évolution keynésienne. Se trouve en effet vigoureusement réaffirmée la croyance dans les mécanismes du marché : les prix génèrent spontanément l'équilibre des grandeurs macroéconomiques, tandis que le dogme classique suivant lequel la production précède les revenus et la dépense se substitue au principe keynésien d'une gestion active par la demande.

Dans cette perspective, l'Economic Recovery Tax Act voté en juillet 81 se présente comme un plan de 5 ans de diminution simultanée des recettes et des dépenses devant faire passer le prélèvement du budget fédéral sur le PNB de 21 à 19 % environ tout en permettant un retour rapide à l'équilibre budgétaire. La réduction des dépenses porte sur un certain nombre de programmes sociaux d'aide aux défavorisés mais aussi sur des aides économiques parmi lesquelles l'aide à l'exportation et l'aide à l'étranger.

La Reaganomie renferme deux contradictions essentielles qui peuvent engendrer un cercle vicieux à implications déflationnistes.

La première concerne le déficit budgétaire : ce dernier est en effet beaucoup plus élevé qu'il n'avait été initialement prévu car l'effet stimulant de la baisse de la pression fiscale sur le niveau de l'activité et par là sur les recettes de l'Etat a été largement surestimé. Cependant que la hausse des taux faisait progresser les versements nets d'intérêt de l'Etat Fédéral de 50 Mds \$ il y a deux ans à 85 Mds \$ pour l'exercice en cours. (1)

(1) - BRT, 2ème Rapport Annuel.

Le déficit devrait donc atteindre 110 à 120 Mds de dollars en 82. L'anticipation par les agents privés de besoins de financement élevés du Trésor pour les années à venir exerce une pression à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme dans un contexte de pénurie d'épargne. (Le taux d'épargne du secteur privé est en effet en baisse (1)). De nombreux secteurs connaissent des difficultés financières graves tant en raison de l'effet d'éviction que de la hausse des taux d'intérêt. Leur dépendance à l'égard du crédit bancaire s'accroît.

D'où la deuxième contradiction : une politique monétaire rigoureuse accompagnée de taux d'intérêt élevés pour lutter contre l'inflation risque de contrecarrer les effets de la politique de l'offre en freinant le développement de l'activité économique du secteur privé.

Quel bilan provisoire peut-on établir des conséquences de cette politique ?

Pour l'économie domestique américaine, elles sont satisfaisantes sur le plan de l'inflation qui a connu une décélération très rapide. Elles sont inquiétantes sur le plan de l'activité économique : le taux de croissance de la production est passé en un an de mise en oeuvre de la nouvelle politique de 2 à 0 % ; les licenciements se multiplient de sorte que le taux de chômage s'est accru brutalement de 7 à 9,5 % : la production industrielle est en baisse et contrairement aux prévisions des théoriciens de l'offre l'investissement n'a pas repris.⁽²⁾ La situation financière des entreprises est très difficile, les faillites se multiplient et atteignent des sociétés puissantes : ceci n'est sans doute pas sans lien avec la légère détente que l'on constate sur les taux d'intérêt.

Pour l'économie internationale la politique des Etats-Unis implique des risques d'autant plus grands que ce pays se refuse à des actions de politique monétaire internationale concertées. Dans la logique des dirigeants

(1) - 52ème Rapport Annuel de la BRI, p. 36

(2) - 13,1 % PNB en 73-79, 17,7 % en 1980, 17,5 % en 1981.

américains en effet les anticipations des opérateurs sur les marchés des changes intégreront progressivement les nouvelles données de politique économique de sorte qu'à "long terme" les marchés trouveront eux-mêmes leur équilibre avec un dollar stable et fort. Toujours dans cette logique si les Européens ne veulent pas suivre les taux d'intérêt américains ils peuvent s'en libérer par une politique économique provoquant une appréciation de leur monnaie par rapport au dollar. C'est à une concurrence sur les changes, aux implications déflationnistes très claires, qu'ils se trouvent conviés.

Au nom d'un retour à l'équilibre à long terme -que les contradictions internes de la politique de Reagan rendent bien hypothétique- l'économie internationale subit actuellement de graves perturbations qui portent les germes d'une déflation généralisée.

La très forte instabilité des taux de change perturbe les conditions de la concurrence internationale et fournit des arguments supplémentaires en faveur d'un retour au protectionnisme. Or, si sur le plan des échanges extérieurs la Reaganomie est libre-échangiste les difficultés d'adaptation de nombreux secteurs menacés par les importations exacerbent les pressions des lobbies protectionnistes et provoquent un durcissement des conflits commerciaux entre les Etats-Unis, la CEE et le Japon.

Par ailleurs, la forte réévaluation du dollar et la généralisation de taux d'intérêt réels positifs que l'on observe risquent de compromettre les conditions de fonctionnement de l'économie d'endettement international. Un dollar fort et des taux d'intérêt élevés introduisent des biais inflationnistes dans les conditions de production des pays de la CEE et compromettent la réalisation de leur équilibre extérieur. Du côté des PVD une forte appréciation du dollar provoque une revalorisation de l'encours de leur dette cependant que le refinancement de celle-ci se fait à des taux d'intérêt réels très lourds. Or, une des conditions d'équilibre dynamique de l'économie mondiale dans les années récentes voulait que si les pays industriels reportaient sur les PVD les déficits de balance de paiements, ils acceptaient par ailleurs de financer ces déficits à des termes permettant des transferts réels de ressources en leur faveur.

Les politiques macroéconomiques des pays dominants nous semblent donc contribuer largement à l'instabilité de l'équilibre macroéconomique mondial et au renforcement des tendances susceptibles d'engendrer dans l'avenir des processus cumulatifs de contraction mondiale de la production et des échanges : très forte instabilité des taux de change, hausse des taux d'intérêt, contraction de la liquidité mondiale, fragilisation du système bancaire international. Elles ont d'ores et déjà des implications très défavorables pour les PVD et risquent de compromettre les stratégies de développement de nombre d'entre eux.

La régression ou le plafonnement de l'aide publique au développement, liée aux efforts de réduction du déficit budgétaire dans de nombreux pays, atteint tout particulièrement les PVD dont le financement extérieur en est largement dépendant. Les mesures de limitation de l'immigration de travailleurs étrangers, de même d'ailleurs que la stagnation du salaire réel dans nombre de pays d'accueil de la main d'oeuvre immigrée, font durement sentir leurs effets sur la Balance des Paiements de pays comme l'Inde, la Turquie par exemple. Par ailleurs, la tendance que l'on constate à réduire les dépenses consacrées à l'accueil et la formation d'étudiants en provenance des PVD ne peut que nuire à terme à la capacité de développement de ces pays.

L'austérité budgétaire qui est de mise actuellement dans la plupart des pays industriels a donc des répercussions négatives évidentes sur les PVD. Pourtant elles paraissent d'une ampleur moindre que celles qu'engendrent les politiques macroéconomiques dominantes au travers des deux processus qui sont la contraction du commerce mondial et la montée du protectionnisme d'une part, l'évolution des taux d'intérêt et l'aggravation de la situation financière extérieure des PVD d'autre part.

II- DE NOUVELLES MENACES SUR LE DEVELOPPEMENT : LA CONTRACTION DU COMMERCE INTERNATIONAL ET LA MONTEE DU PROTECTIONNISME.

Si l'on dresse un premier bilan des performances économiques des pays en voie de développement importateurs de pétrole, on constate un taux de croissance annuel de la P.I.B. de l'ordre de 5,5% en moyenne sur la période 1963 à 1973 et de 5 % sur la période 1973-80. Performances particulièrement appréciables comparées à celles réalisées dans le même temps par les pays développés respectivement 5% et 2,5 %. Bien que les différences d'un pays à l'autre soient importantes, on peut avancer que l'un des principaux moteurs de la croissance a été l'ouverture de l'économie des P.V.D. au commerce international : les taux de croissance annuels moyens des exportations et des importations ont été maintenus à des taux de 6 à 7 % en volume durant l'ensemble de la période. De nombreux pays ont, en effet opté délibérément pour une stratégie centrée sur l'exportation qui s'est traduite principalement :

. sur le plan interne, par des politiques de contraction de la demande interne, d'accélération des investissements industriels, et de limitation au strict nécessaire des stratégies de substitution à l'importation.

. sur le plan externe, par un recours massif à l'endettement sur les marchés internationaux de capitaux permettant de soutenir l'effort d'investissement et par une politique d'adaptation rapide aux conjonctures des marchés extérieurs.

Ces traits caractéristiques sont particulièrement accentués dans les pays semi-industrialisés (1).

(1)- Encore appelés Nouveaux pays industriels. Ils représentent à eux seuls 40 % à 50 % des exportations globales des pays en voie de développement importateurs de pétrole (70 % si l'on considère les exportations de produits manufacturés). Ce groupe comprend au sens strict : le Brésil, Hong Kong, la Corée, Singapour et Taïwan. D'autres définitions plus larges incluent l'Argentine, la Chine, la Grèce, l'Inde, l'Israël, le Portugal et parfois le Mexique, le Chili et l'Uruguay.

Aux facteurs d'offre, il convient d'ajouter l'évolution favorable des facteurs de demande. En effet, comme l'indique une récente étude du F.M.I. (1), la proportion des importations dans la consommation apparente de biens manufacturés des pays industriels s'est accrue de 11 % en 1970 à 17 % en 1979. En particulier, les importations des biens industriels de ces pays en provenance des P.V.D. passaient de 1,4 % à 3,4 %, soit une croissance moyenne annuelle de 8,1% par an sur la période.

Parallèlement, les pays en voie de développement constituait un débouché non négligeable aux producteurs des pays industriels. Entre 1973 et 1980, le taux de croissance des importations des P.V.D. a été environ de 6,5 % par an en volume, or la part des pays industriels dans ces importations représente près de 80 % du total.

Force est de constater que l'on assiste à une interdépendance économique accrue entre pays industriels et pays en voie de développement à travers l'expansion du commerce international et plus particulièrement celui des biens manufacturés comme nous le verrons dans le détail.

Sur le plan de l'analyse, une telle interdépendance et son évolution ont servi de base à l'une des explications possibles des relations pays industriels-PVD à savoir : la thèse d'une liaison positive entre croissance et ouverture sur le commerce international et l'idée d'un processus conduisant à l'application de l'approche par étapes du principe de l'avantage comparatif (2). Les pays en développement se spécialisent dans les exportations de type labor-intensive, les pays industriels en revanche concentrent leurs activités sur des produits capital-intensive avec forte composante en recherche technologique ; chacun des deux groupes abandonnant de façon évidente leur politique de substitution à l'importation.

(1)- *Trade Policy Developments in industrial countries. Occasional paper. 1981, July.*

(2)- Voir à ce sujet, B. BELASSA "Evolution de la structure des échanges de produits manufacturés entre pays industriels et pays en développement". *Revue Economique* . Vol 32, n°4 , juillet 1981.

On aurait en conséquence un cercle vertueux des échanges Nord-Sud conduisant à un nouveau partage des activités sur le plan international.

Néanmoins, les politiques déflationnistes pratiquées par certains pays développés risquent de remettre en cause un tel processus. On constate en effet, une baisse très nette du volume du commerce international et de la production en volume dans les pays industriels en 1980, baisse qui s'est accentuée en 1981 (1). Dans la mesure où un tel ralentissement ne serait pas d'ordre conjoncturel mais structurel, il convient d'étudier les répercussions qu'il ne manquerait pas de produire sur les échanges entre P.V.D. et pays développés. Parmi les répercussions possibles, figure au premier rang l'impact des politiques déflationnistes sur la demande d'importation émanant soit des pays industriels soit des pays en voie de développement. Cette partie traitera essentiellement de ce problème. Auparavant, il nous paraît nécessaire de rappeler les grandes caractéristiques structurelles des échanges P.V.D. - pays industrialisés sur la période 1973-1981.

II.1- LA STRUCTURE DU COMMERCE INTERNATIONAL DE 1973 JUSQU'A NOS JOURS : LES PARTICULARITES DES ECHANGES NORD-SUD. (2)

Une analyse globale de l'évolution du commerce international en longue période montre d'abord que les variations dans la structure des échanges ont été relativement faibles si l'on exclut la portion croissante du marché dévolué aux pays exportateurs de pétrole par rapport aux autres groupes. La part des pays industriels est en moyenne de 65 % et celle des P.V.D. reste relativement constante à 10-11 % (3). Au sein de ce dernier groupe, la très faible ouverture des pays en voie de développement, les moins avancés est patente ; ils ne représentent que de 0,5% à 1 % du total des échanges (4).

(1)-Il semble à cet égard que les prévisions du GATT dans son rapport 1980/81 se soient réalisées. En effet, une note récente de cet organisme reprise par le Bulletin du FMI du 26 avril 1982, indique, que selon les premières évaluations "le commerce mondial des marchandises s'est chiffré à 2000 milliards de dollars en 1981... Ce total est inférieur de 1% au résultat de 1980 et représente la première baisse d'une année sur l'autre de la valeur du commerce international depuis 1958".

(2)- Les statistiques utilisées, sauf indication contraire, sont les données en valeur. Dans le calcul des différentes proportions afférentes aux flux du commerce international, nous nous sommes généralement exclues les échanges pétroliers.

(3)- cf. Tableau 1, Annexe statistique.

(4) Parmi ces pays figurent : l'Afghanistan, le Bangladesh, la République Centrafricaine, l'Ethiopie, la Haute Volta, le Mali, le Niger, la Somalie, le Soudan, le Tchad, le Yémen.

Sur le plan conjoncturel trois traits principaux se dégagent :

- la baisse importante enregistrée dans le commerce extérieur des pays industrialisés tant sur le plan des exportations que celui des importations en 1980,
- la stabilisation des exportations des pays en voie de développement importateurs de pétrole.
- la croissance continue des importations de ces derniers pays.

La composition du commerce international par produits (1) confirme l'hypothèse d'une relative stabilité dans les échanges de 1979 à 1980, une fois écartée l'influence des produits pétroliers. L'année 1980 est néanmoins marquée par une diminution importante de la part des produits manufacturés et par un mouvement inverse pour les produits primaires. Lorsque l'on introduit la distinction classique entre les trois grands groupes de pays (2), il apparaît, d'abord, que la part des pays industrialisés n'a guère changé dans le volume total des exportations manufacturées, de l'ordre de 81 % entre 1973 et 1980. En revanche, les pays en voie de développement importateurs de pétrole ont vu leur position s'améliorer, leur part passant de 7 % à 9 % sur la même période.

En outre, il est possible de mettre en évidence la structure des exportations pour chaque groupe de pays (3). Une première remarque doit être faite : la spécialisation des pays industrialisés dans les produits manufacturés est beaucoup plus grande que celle des P.V.D. importateurs de pétrole en produits primaires. Les exportations en produits manufacturés représente 75 % en moyenne du total pour le premier groupe, tandis que la part des produits primaires pour le second ne s'élève en moyenne qu'à 52 % du total. On peut voir dans cette tendance, une volonté des pays en voie de développement, de réduire leur dépendance vis à vis des produits primaires et en conséquence, d'un rééquilibrage de leur exportation en faveur

(1)- Voir tableau 2. Annexe statistique.

(2)- Voir tableau 3. Annexe statistique.

(3)- Voir tableau 4. Annexe statistique.

des produits manufacturés (la part des produits manufacturés représente près de 40 % en 1980). En revanche, on constate l'hyper-spécialisation des pays exportateurs de pétrole dans la production de produits primaires. Il semble à cet égard que les gains pétroliers n'aient pas réussi à servir de support au développement industriel.

La mesure des interdépendances dans le flux des échanges non pétroliers et en valeur entre pays développés et pays en voie de développement peut être saisie à deux niveaux :

- celui de la structure des exportations d'abord (1) . Près de 80 % des exportations en provenance des pays développés vers les P.V.D. sont composées de produits manufacturés. Cette proportion atteint même 85 % en ce qui concerne les pays exportateurs de pétrole. Elle est nettement plus forte que celle constatée dans les exportations intra-zones des pays développés (73 % en moyenne). On notera cependant un net ralentissement en 1980 en ce qui concerne les produits manufacturés. Sur le plan des échanges des pays en voie de développement vers les autres groupes, il existe une tendance à l'accroissement de la part des produits manufacturés, bien que l'on observe comme précédemment un recul en 1980. Les exportations de ces pays vers les pays industrialisés, des pays traditionnellement exportateurs de pétrole, et des autres P.V.D. représentent respectivement 38 %, 57 % et 50 % du total.

- Celui des orientations géographiques des exportations ensuite (2). Le premier fait marquant est que les pays industrialisés réalisent toujours plus des 2/3/ de leurs échanges commerciaux entre eux. Néanmoins, la part des produits manufacturés dans les exportations intra-groupes passe de 75 % au début des années 70 et 67 % en 1980. Cette

(1)- Voir tableau 5 - Annexe statistique.

(2)- Voir tableau 6 - Annexe statistique.

baisse est comblée en partie par la forte augmentation des exportations des produits manufacturés vers les pays exportateurs de pétrole (5% en 1973, 11 % en 1978) et une croissance continue de celle-ci vers les autres P.V.D. (14% en 1973 , 16 % en 1980). En conséquence, les marchés des P.V.D. apparaissent bien comme des substituts au ralentissement des échanges entre pays industrialisés. Si l'on envisage maintenant les principaux débouchés des pays en voie de développement importateurs de pétrole , près de 65 % des exportations sont réalisées avec les pays industriels. Il convient néanmoins d'insister sur le mouvement de "balancier" qui s'est produit dans la structure des débouchés : la part des pays industrialisés ne cesse de décroître (70 % en 1973 - 63 % en 1980) au profit des P.V.D. (Pays exportateurs de pétrole, 3,5% en 1973 - 7 % en 1980, autres P.V.D. 13 % en 1973, 23 % en 1980). Cette évolution est encore plus marquée si l'on considère les exportations des produits manufacturés.

A titre de conclusion, on peut résumer les principaux traits qui ont marqué l'évolution du commerce international sur les années soixante dix de la manière suivante (1) :

- Malgré une baisse des échanges, et surtout de la part des produits manufacturés dans le total, l'interdépendance entre pays développés et pays en voie de développement reste grande. En particulier, on constate un report du déséquilibre structurel des balances commerciales des pays développés intra-zones vers les marchés des P.V.D.

(1) - Ces conclusions sont confirmées par la première évaluation du Secrétariat du GATT pour l'année 1981 dont les données globales ne sont pas encore disponibles :

- Variations par rapport à l'année 1980:		Importations	Exportations
(en % et en valeur)			
Pays industrialisés		-5	-1
Pays membres de l'OPEP		18	-9
Autres pays en voie de développement		7	8

- Contributions des principaux flux commerciaux à l'augmentation globale du volume du commerce des produits manufacturés d'après les valeurs exprimées en prix constants (%) :		
	1980	1981
Echanges des pays industrialisés entre eux	20	-10
Exportations des pays industrialisés vers l'OPEP	25	45
Exportations industrialisés vers les autres PVD	30	30
Echanges des PVD vers les pays industrialisés	5	10
Echanges des PVD entre eux	12	15
TOTAL.....	100	100

- Une tendance à l'accroissement des produits primaires dans le total des exportations avec pour conséquence, une plus grande dépendance du commerce international vis à vis des fluctuations des marchés de matières premières.

- Le développement d'une zone d'échange intra P.V.D. qui a permis à ces pays de maintenir un taux de croissance élevé de leur exportation malgré le ralentissement de la croissance économique dans les pays industriels. En effet, les flux commerciaux mutuels se sont accrus plus rapidement que les exportations à destination des pays industriels.

II. 2. PRINCIPAUX IMPACTS DES POLITIQUES DEFLATIONNISTES SUR LES ECHANGES ENTRE PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET PAYS INDUSTRIELS.

Dans un premier temps, nous envisagerons l'impact des politiques déflationnistes sur la demande des pays industrialisés. La récession enregistrée dans ces pays doit, en effet, conduire à une baisse des importations en provenance des PVD. Dans un deuxième temps, il convient de tenir compte des rétroactions qu'une telle évolution peut entraîner sur les flux d'exportation des pays industriels (1). Le profond déséquilibre de la Balance commerciale ainsi engendré risque d'entraîner en retour une mutation dans le comportement des pays en voie de développement.

II.2.1 Impact sur la demande des produits industrialisés.

A ce niveau, nous traiterons surtout de l'effet quantité et accessoirement de l'effet prix (2). En outre nous limiterons notre exposé aux deux grands types de canaux qui lient directement les politiques déflationnistes aux demandes extérieurs de produits : la croissance économique et la balance commerciale.

(1) - Ce processus est décrit théoriquement par le multiplicateur du commerce international.

(2) - L'analyse de l'effet prix est beaucoup plus délicate dans la mesure où les statistiques ne sont pas toujours fiables mais surtout, il convient de tenir compte de l'évolution des taux de change. Or en la matière, on est gêné par les importantes fluctuations du Dollar US sur la période étudiée.

Les effets perceptibles d'une baisse de la croissance de la P.I.B. sur la demande extérieure des pays industriels peuvent être analysés :

- au niveau de la production industrielle d'abord. Un ralentissement dans ce secteur induit une décroissance dans les niveaux d'investissement et limite donc la demande de produits industriels ou de produits semi-ouvrés :. Parallèlement, on assiste à une stabilisation des besoins en matières premières.

- au niveau de la consommation privée. Les politiques déflationnistes entraînent une stagnation voire une baisse du pouvoir d'achat des agents économiques qui agit directement sur la demande de produits manufacturés.

Pour illustrer ces deux points, et voir les conséquences qu'ils pourraient avoir sur les importations en provenance des P.V.D. , nous utiliserons successivement une optique microéconomique et une optique macroéconomique.

La première met en évidence la notion de "produits sensibles" , c'est à dire de produits sur lesquels risque de se concentrer une contraction de la demande. Il s'agit essentiellement des matières premières autres que du pétrole, des produits semi-finis, les produits manufacturés, du textile et de l'habillement (1). Or, si l'on analyse, les balances commerciales et la composition des exportations des pays en voie de développement non exportateurs de pétrole (2), on perçoit immédiatement les implications que peut avoir la baisse de la demande sur ces pays. En ce qui concerne les produits primaires dont la balance est excédentaire, les matières premières et minerais ont représenté près de 32 % en 1979 des exportations totales et ont crû en moyenne annuelle de 12,75 % pour les premiers et de 11,53 % pour les seconds sur la période 1973-79. Sur le plan des exportations de produits manufacturés (40 % du total des exportations) les taux de croissance atteignent respectivement 22 % pour les produits semi-finis ,

(1)- cf. Occasional Paper, n°5, op.cit.

(2)- Voir tableau 8 et 9. Annexe statistique.

29 % pour les produits manufacturés, 16 % dans le textile et 22 % dans l'habillement sur la même période. En conséquence, une réduction des exportations sur ces produits implique un accroissement important des déficits des balances commerciales des P.V.D. , mais surtout risque de briser le processus de croissance des secteurs les plus dynamiques particulièrement dans les nouveaux pays industrialisés.

Il semble néanmoins qu'il soit nécessaire de nuancer cette appréciation suivant les zones géographiques. Une mesure indirecte des différences entre celle-ci peut être appréhendée à partir de la structure des balances commerciales des pays développés vis à vis des principaux groupes de pays en voie de développement importateurs de pétrole (1). Les pays d'Amérique Latine et dans une moindre mesure ceux d'Afrique sont particulièrement dépendants à l'égard de la conjoncture des pays industriels, tandis que ceux d'Asie du Sud Est ou l'Extrême Orient paraissent avoir une autonomie plus grande.

L'optique macroéconomique, pour analyser la valeur des importations (2), tient compte d'une part des élasticités de la demande d'importation en valeur des pays industriels pour les différents produits et d'autre part des taux de croissance des principales composantes de la demande interne de ces pays. Or même si les élasticités d'importation restent constantes, comme cela a été le cas en 1980 malgré une baisse globale des échanges (3), une réduction des importations doit nécessairement se produire lorsque les facteurs de demande diminuent ; ces derniers jouant le rôle de multiplicateur. Dans les faits, les principales composantes de la demande des pays industrialisés sont tous à la baisse (4). Par exemple, dans le long terme, le taux de croissance de la P.I.B. passe de 5 % sur la période 1963-73 à 2 % sur la période 1973-1980, dans le court terme sa valeur diminue de 4,5 % à 1 % entre 1978 et 1980. Cette tendance se prolonge en 1981, en effet, d'après les études récentes du GATT (5), comme en 1980, le produit intérieur brut (PIB) global des pays industrialisés n'a augmenté que de 1 % en 1981, tandis que la croissance en volume de la production mondiale , est restée inférieure à 1 %.

(1)- Voir tableau 10 . Annexe Statistique.

(2)- Pour un exposé de la méthode. Voir Bela BALASSA op.cit.

(3)- Le rapport du GATT : "Le commerce international en 1981-81, p.22.

(4)- Voir tableau II, Annexe statistique.

(5)- Cf. Bulletin du FMI du 26 avril 1982.

Dans ces conditions on doit s'attendre inéluctablement à une baisse de la demande des pays industrialisés vers les pays en voie de développement. A cet égard, les différents scénarios de développement des échanges fondés sur des taux de croissance plus élevés des facteurs de demande sont gravement remis en cause.

La seconde voie par laquelle les politiques déflationnistes peuvent avoir une influence non négligeable sur la demande des pays industrialisés se situe au niveau de la volonté de restaurer les grands équilibres économiques et particulièrement celui de la Balance Commerciale. Elle conduit en particulier à la montée des mesures protectionnistes. Encore faut-il à ce niveau distinguer deux formes de protectionnisme : Les mesures tarifaires d'une part et les barrières non tarifaires d'autre part (1). Si les premières ont nettement été assouplies à la suite des deux grandes négociations sur les échanges multilatéraux (Kennedy Round, Tokyo Round) (2), les secondes en revanche n'ont fait que progresser de manière rapide depuis quelques années. Elles conduisent à l'extersion d'un secteur qualifié d'administré du commerce international (3).

L'influence des mesures protectionnistes comme précédemment, peut se mesurer à deux niveaux :

- en ce qui concerne la montée des barrières non tarifaires, on constate une influence non négligeable sur les échanges de produits sensibles. Les mesures protectionnistes portant principalement sur :

(1)- Ces barrières non tarifaires peuvent prendre des formes multiples : contingentement de produits, droits anti-dumping, licence, contrôles "volontaires", des exportateurs imposés aux fournisseurs, établissement d'une normalisation pour les produits, certificats d'origine...

(2)- On peut admettre que le Kennedy Round s'est soldé par une réduction d'un tiers des tarifs douaniers échelonnés sur cinq ans. Le Tokyo round semble avoir eu le même effet global. Il faut noter néanmoins une certaine discrimination entre les groupes de pays. La réduction moyenne des droits de douane était d'environ 38 % entre les pays industriels, ceux grevant les produits en provenance des PVD ne furent réduits que de 25 %.

(3)- Par secteur administré on comprend les échanges qui résultent : -des accords de troc bilatéraux, - des transactions internes des entreprises multinationales -ou qui sont soumis à des barrières non tarifaires. Certaines estimations évaluent ce secteur au 3/4 du commerce international. Voir à ce sujet The Economist "The first trade lesson", 3 avril 1982.

les produits agricoles, les produits primaires, les produits semi-ouvrés en particulier l'acier, certains produits manufacturés (l'automobile, la construction navale), le textile, l'habillement et les transports maritimes. Plus récemment, elles ont été étendues à certains produits de consommation comme l'électroménager ou les appareils audio-visuels en provenance principalement de Singapour ou de la Corée. Dans tous les cas d'application de barrières non tarifaires, on constate une baisse très sensible des échanges (1). Il va de soi que ce sont les pays en voie de développement qui en sont les principales victimes.

- Au niveau global, une autre preuve peut être apportée à ce phénomène, en prenant en compte les différences de traitement entre pays industriels et pays en voie de développement. En effet, l'analyse de l'importance relative du commerce soumis à des restrictions fait apparaître de façon patente, la discrimination à l'encontre des PVD (2). En 1979, les pays de l'OCDE ne contrôlent que 24 % de leurs importations internes à la zone, alors que cette proportion est de 62 % en ce qui concerne les importations en provenance des PVD non producteurs de pétrole. Les données relatives à la CEE seraient respectivement de 20 % et 63 %. Notons que pour l'année 1974, les importations contrôlées en provenance des PVD ne s'élevaient qu'à 54 % pour les pays de l'OCDE.

Pour terminer, il faut signaler une forme particulière de barrières non tarifaires qui s'apparente à des politiques de substitution à l'importation. Elle consiste principalement dans des politiques de subventions systématiques de la part des gouvernements locaux aux secteurs exposés à la concurrence des nouveaux pays industrialisés (3) (Textiles, fibres synthétiques, Sidérurgie).

(1) - On pourra consulter à ce sujet. L'étude du FMI sur les produits sensibles. Occasional Paper n° 5. Apendix IV.

(2) - SAB Page "The revival of protectionism and its consequences for Europe" Journal of Common Market Studies. Sept. 1981.

(3) - Voir par exemple les mesures prises dans le cadre de la CEE.

Sur ce plan spécifique, une conclusion s'impose : l'accroissement des mesures protectionnistes et l'adoption de politiques restrictives par les pays industriels dans les secteurs sensibles, auxquelles conduisent les mesures déflationnistes, font naître un grave danger pour les pays en voie de développement et en particulier pour les Nouveaux pays industrialisés. Elles pénalisent les pays qui avaient opté pour des stratégies ouvertes sur le commerce extérieur et découragent par là même, les autres pays qui seraient tentés par une telle politique.

Un dernier élément vient à l'appui de la thèse d'une dégradation des positions des pays en voie de développement sur le marché international, il s'agit de l'évolution des prix des principaux produits exportés.

Deux caractéristiques marquent leur évolution :

- Une forte décélération des prix des produits exportés par les pays développés. De 1979 à 1980 le taux de croissance est de 10 %, en revanche du 1er trimestre 1980 au 1er trimestre 1981 on constate un taux de l'ordre de 2,5 % (1). A priori, cette réduction des taux d'inflation liée aux politiques déflationnistes, risque de modifier dans un sens favorable les termes de l'échange entre PVD et pays industrialisés.

- Une baisse importante des prix des produits primaires exportés par les pays en voie de développement (2). Du premier trimestre 1980 au premier trimestre 1981, globalement le prix a baissé de 4 %. Dans le même temps, on enregistre une baisse de 25 % sur les métaux non ferreux.

Ce double mouvement rend finalement très difficile une mesure de l'effet net sur les termes de l'échange.

(1) - Voir Tableau 13. Annexe Statistique.

(2) - Voir Tableau 14. Annexe Statistique.

(3) - Voir tableau 10 et 8. Annexe Statistique.

II.2.2. Impact sur la demande des pays en voie de développement.

Le ralentissement des exportations à destination des pays industrialisés ne peut être sans conséquence sur l'évolution des importations des PVD. Le ralentissement des exportations de ces derniers peut remettre en cause non seulement leur programme d'investissement, mais aussi leur politique d'ouverture sur l'extérieur. Il serait possible à ce niveau de reprendre de manière détaillée l'ensemble des conséquences d'un tel changement, nous nous limiterons aux points essentiels :

- la baisse des débouchés potentiels pour les pays industriels (1). Le groupe des pays industrialisés représente 78 % du total des importations des pays en voie de développement importateurs de pétrole. Or, le taux de croissance des exportations vers les PVD a été en moyenne de 15 % pour les produits semi-ouvrés et de 22 % pour les produits industriels. Pour des raisons évidentes de rééquilibrage de leur balance commerciale, les PVD pourraient limiter au strict nécessaire l'importation de biens d'équipement voire pratiquer à leur tour la politique de substitution à l'importation dans ce domaine.

- la baisse de la demande des autres PVD vis à vis de nouveaux pays industriels. Comme nous l'avons montré, on assiste à une croissance des échanges internationaux au sein même du groupe des pays en voie de développement ; cette tendance expliquant le maintien des forts taux de croissance des exportations dans le groupe lui-même. On peut se demander, pour les mêmes raisons que précédemment, si un tel mouvement est capable de s'auto-entretenir dans la mesure où chaque pays pris individuellement limite ses programmes de développement industriel.

(1)- Voir tableau 8 . Annexe statistique.

Cette dernière remarque nous conduit directement à la conclusion de ce paragraphe concernant l'impact des politiques déflationnistes sur le commerce international. Il apparaît en effet, qu'elles risquent de déclencher un processus cumulatif de régression des échanges entre les deux groupes de pays. On assisterait en conséquence à la naissance d'un cercle vicieux des échanges internationaux. Or, une conséquence importante d'un tel processus se situe au niveau financier :

- Il n'est pas certain que les pays en voie de développement puisse maintenir par l'intermédiaire de leurs exportations le flux d'entrée de devises dont ils ont besoin pour payer leurs importations et pour assurer le service de la dette en cours.

- Une détérioration des résultats commerciaux qui constituaient une garantie pour les prêts accordés sur le marché international des capitaux, peut susciter une réticence des milieux financiers à assurer le financement des investissements nécessaires à la croissance des pays en voie de développement. Cette menace est d'autant plus sérieuse que le contexte financier international s'est, dans le même temps, fortement dégradé. Ainsi la conjonction d'une accumulation ininterrompue de l'endettement auprès des banques privées et de taux d'intérêt très élevés conduit à un service de la dette aux limites des capacités d'un nombre croissant de pays. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que les rééchelonnements soient devenus un des soucis, sinon une activité, majeurs des banquiers internationaux au cours de ces derniers mois. Or, divers chocs exogènes au système financier international, en provenance de la sphère des relations politiques internationales, ne peuvent que dégrader un peu le climat de confiance pourtant indispensable au maintien des flux financiers internationaux vers les pays en développement en difficulté.

IV - TAUX D'INTERET, DETTE ET CROISSANCE DES PVD : LA MONTEE DES DIFFICULTES ET DES CONTRADICTIONS.

Les objectifs et les nouvelles modalités de mise en oeuvre de la politique monétaire aux Etats-Unis (par réglage de la base monétaire) ont eu pour conséquence une ascension générale, ponctuée d'une forte volatilité, des taux d'intérêt que retrace le tableau 15

Les relations d'arbitrage à l'initiative, notamment, des grandes banques internationales ont communiqué ces mouvements des taux américains aux taux sur le marché des eurodollars ; en particulier au LIBOR (1) qui sert de base à l'indexation de la plus grande part des eurocrédits à moyen terme contractés par les Pays en voie de développement (PVD). On s'en convainc aisément en consultant, de même le tableau 15. Surtout, la nécessité pour nombre de pays industrialisés de défendre leur équilibre externe - exprimé à travers le taux de change de leur propre monnaie par rapport au dollar - et de lutter contre l'inflation ne pouvait que les amener à aligner leurs taux d'intérêt sur ceux d'Outre-Atlantique. Ceci n'a d'ailleurs pas toujours évité l'appréciation du dollar dont ils redoutaient les conséquences sur leur facture pétrolière. Tout au plus, l'inflation commence-t-elle à reculer dans le monde industrialisé (2).

Dans ces conditions, les taux d'intérêt réels sont devenus positifs à partir de 1979 et n'ont cessé d'augmenter depuis lors, en raison du maintien des taux nominaux à des niveaux élevés. C'est là, semble-t-il une des différences majeures entre le premier et le second choc pétrolier : les taux d'intérêt ayant été négatifs dans la plupart des pays en 1974, 1975, 1976.

(1) - London Inter Bank Offered Rate. Taux d'intérêt sur les transactions entre banques sur le marché des eurodevises de Londres.

(2) - Aux Etats-Unis où le rythme moyen annuel d'inflation au cours des années 1980-1981 était de 11,9 %, il vient de reculer, en rythme annuel à 5,5 % au cours de la période de 12 mois achevée en avril 1982 et à 1,9 % au cours de celle de 3 mois terminée à cette même date. En Europe Occidentale ces trois mêmes taux s'établissent respectivement à 12,2 %, 10,9 % et 9,9 %. Certains pays enregistrant des performances beaucoup plus spectaculaires : comme la Grande Bretagne avec respectivement 14,9 % et 9,4 % 7,3 %. D'après World Financial Markets. Mai 1982.

De telles évolutions ont des implications considérables sur l'amortissement de la dette des PVD et le flux net de ressources financières qu'ils ont pu, depuis deux ans, se procurer sur les marchés internationaux de capitaux. Associées aux conséquences des tendances déflationnistes mondiales sur leurs échanges commerciaux internationaux, analysées plus haut, elles risquent surtout de compromettre la poursuite de l'accès régulier aux sources privées de capitaux d'un certain nombre d'entre eux dans les proportions requises par la poursuite de leur croissance économique à un taux soutenu.

Après avoir établi le constat empirique de la situation créée par ces taux d'intérêt élevés on en donnera une analyse théorique simple.

4.1. Les intérêts acquittés par les PVD sur leur dette extérieure à moyen et long termes (1) qui étaient passés de 3.1 à 12.3 milliards de dollars entre 1971 et 1977 ont atteint 24.1 milliards en 1979 pour bondir à 45,6 milliards de dollars, selon une estimation de l'OCDE, en 1981. C'est ce que révèle le tableau¹⁶ qui montre aussi que les situations respectives des pays à faible revenu par tête et des 13 pays gros emprunteurs, tels que les distingue la Banque Mondiale, diffèrent nettement. Même si les premiers n'ont pas été épargnés par ce mouvement, ce sont précisément les seconds qui ont supporté l'essentiel de ce fardeau qui, en tout état de cause, s'ajoutait (pour l'ensemble des PVD) aux 65,2 milliards de dollars d'amortissement du principal en 1981 (2).

Il n'est, dans ces conditions, pas surprenant que le service des intérêts de la dette ait, pour certains gros emprunteurs, atteint des sommes comparables à celles de leurs factures pétrolières et constitue, à ce titre un poste crucial de leur balance des paiements courants. Plus précisément, l'équilibre de cette dernière en arrive, pour ces pays, à

(1)- Il s'agit, au terme des définitions de la Banque Mondiale de la dette extérieure publique ou garantie par une entité publique ; a'y ajoute pour les pays qui communiquent de telles informations, la dette extérieure privée non garantie.

(2)- D'après les estimations de l'OCDE. En 1971, cet amortissement du principal ne représentait que 8, 6 milliards de dollars ; 25,3 en 1977 et 44 en 1979.

témoigner du même degré de sensibilité à l'égard des variations du LIBOR que vis à vis de celles du prix du baril de pétrole. Les simulations effectuées par la Banque MORGAN, dont les résultats sont rapportés dans le tableau 17 se passent, de ce point de vue, de tout commentaire ! Or des taux d'intérêt imprévisibles rendent difficiles les évaluations de rentabilité des projets d'investissement et introduisent ainsi une incertitude qui a toutes chances d'être préjudiciable au volume d'investissement réalisé(1). Et les cours de l'or noir et de diverses autres matières premières étant aussi imprévisibles, la gestion de la dette publique extérieure de nombreux pays s'en trouve passablement compliquée (2) (3).

Les phénomènes qu'on vient de relater sont dus, pour une large part, à la hausse des taux d'intérêt dont il a été fait état. Plus précisément, le tableau 18 montre que celle-ci n'a épargné aucun des canaux de financement que sollicitent les PVD, à l'exception de l'Aide Publique au Développement. Mais il est aussi vrai que ce flux de financement privilégié n'a pas cru à un rythme suffisant au cours des dernières années pour amortir l'impact des hausses de taux d'intérêt sur le service des dettes extérieures. Et la contrepartie de cette insuffisance de l'aide publique s'est retrouvée dans le fait -déjà abondamment analysé- que les PVD ont depuis dix ans, de plus en plus recouru aux marchés privés internationaux de capitaux pour combler des besoins croissants de financement externe. Or, l'indexation qui caractérise les eurocrédits à moyen terme -sans parler de celle qui s'attache par nature à la dette à court terme (4)- a débouché sur une situation dans laquelle une dette extérieure croissante est devenue synonyme de dette indexée sur les mouvements internationaux de taux d'intérêt. L'économie mondiale d'endettement dans laquelle nous nous trouvons maintenant n'en est que plus difficile à gérer, comme on le verra plus loin. Pour l'instant, on notera à partir de l'observation du tableau 19 que les situations sont extrêmement diverses, entre les pays, quant au degré de sensibilité de leur dette extérieure aux variations de taux d'intérêt. Ce sont, bien sûr, les pays qualifiés parfois de Nouveaux Pays Industrialisés qui, ayant le plus

(1)- Cf. sur ce point J.M. FARLY, E. COHEN, M. POIX : "L'influence de la variabilité des taux de change et d'intérêt sur le développement industriel". *ONUDI, Vième, 10 décembre 1980*

(2)- A titre d'exemple, le *Financial Times* du 15 mars 1982 rapporte que des évaluations optimistes des responsables brésiliens tablèrent sur un service d'intérêts de 3,7 milliards de dollars en 1981. Finalement, la facture s'éleva, en fait à 3,7 milliards.

(3)- Confrontés à ces problèmes, plusieurs pays font désormais appel, pour les conseiller en la matière, à certaines Merchant Banks britanniques.

(4)- Il arrive qu'elle soit très importante, comme c'est par exemple le cas pour le Venezuela.

solicite la communauté bancaire internationale, sont aujourd'hui le plus exposés aux conséquences de ces fluctuations. Ainsi le tableau 19 confirme-t-il les résultats déjà exposés dans les tableaux 16 et 18 .

On ne peut certes manquer de nuancer le propos pessimiste qui précède par la prise en considération de l'impact favorable qu'aurait, en revanche, la hausse des taux d'intérêt sur les avoirs de réserve que certains PVD -qui se les sont, d'ailleurs, souvent procurés par emprunt sur le marché international des capitaux- placent sous forme liquide auprès du système bancaire international, et en d'autres actifs à court terme. La Banque Mondiale a ainsi pu montrer qu'à la fin de 1979 plusieurs pays dont certains classés parmi ses 13 gros emprunteurs, contrebalançaient dans une certaine mesure dette et avoirs à taux indexés (Argentine, Philippines, Corée du Sud) ; certains étaient mêmes bénéficiaires de la hausse des taux d'intérêt (Espagne, Colombie). C'est ce que révèle en tous cas le tableau 20. Toutefois, et pour des raisons qui seront analysées en détail au point 4.3., les réserves de change d'un certain nombre de pays gros emprunteurs ont quelque peu décru ou, du moins, stagnent depuis 1978-79. Ceci se reflète dans l'évolution de leurs avoirs détenus auprès du système bancaire international, comme le montre le tableau 21 où on remarquera les cas du Brésil, de l'Argentine, de la Corée du Sud et des Philippines.

4.2. L'évolution enregistrée par les intérêts payés par les PVD s'explique aisément en termes théoriques simples. Si l'on admet que les taux d'intérêt nominaux intègrent fidèlement les anticipations inflationnistes des agents économiques , alors on peut écrire la relation suivante :

$$i = r + p^* + rp^* \quad \text{avec}$$

i = taux d'intérêt nominal

r = taux d'intérêt réel

p : niveau des prix

t : temps

$p^* = \frac{1}{p} \frac{dp}{dt}$: taux d'inflation anticipé.

Soit à l'instant t un prêt L_t affecté d'un taux d'intérêt nominal révisable périodiquement i . L'inflation déprécie, on le sait, la valeur des créances et des intérêts qui s'y attachent. Mais si elle est correctement anticipée, ceci se reflètera dans les variations i de façon à ce que les intérêts perçus compensent le créancier - à raison des grandeurs p^*L_t et rp^*L_t - pour la dépréciation de sa créance et de ses flux d'intérêt, respectivement. L'effet de l'inflation, à travers des intérêts nominaux plus élevés, sur le service de la dette, équivaut à un amortissement plus rapide de la valeur réelle de la somme prêtée. C'est ce que montre l'exemple chiffré du tableau 22, relatifs à un prêt de 100, pour cinq ans, amortissable en cinq remboursements égaux du principal et assorti d'un taux d'intérêt réel nul (d'où le taux d'intérêt nominal se confond avec le taux d'inflation anticipé p^*).

L'inflation a donc un effet distorsif vis à vis de l'amortissement de la valeur réelle du prêt : plus elle est forte, plus celui-ci s'accélère, et pour un taux d'inflation donné, la durée de vie moyenne du prêt réel est d'autant plus proche de son échéance à l'origine que cette dernière est plus courte. Il en résulte notamment une conséquence pour le débiteur : plus l'inflation est élevée plus il doit emprunter en termes bruts s'il veut maintenir la constance du transfert réel net de ressources dont il bénéficie (1).

On voit immédiatement les effets néfastes des conclusions de cette analyse pour les Pays en Voie de Développement. La poursuite de leurs plans d'industrialisation requiert au moins le maintien des transferts nets de capitaux en termes réels. Qu'en a-t-il été au cours de ces dernières années ? Le Tableau 23 fait le point sur ce sujet. Reprenant les mêmes grands groupes de pays que le tableau 16 il en constitue le complément.

L'accroissement de la charge d'intérêt s'est conjuguée avec celui de l'amortissement du principal, quelque temps différé - pour les emprunts contractés au moment du premier choc pétrolier - par les périodes de grâce pour inverser à partir des 1979 le mouvement de progression continue des transferts nets vers les C.D qui n'avaient cessé de se développer de 1971 à 1978. Toutefois, les pays à faible revenu n'ont pas été touchés .

(1) - Le transfert net de ressources est égal aux prêts nouveaux effectivement décaissés diminués de l'amortissement du principal et du paiement des intérêts sur l'encours de la dette existante.

Mais ceci ne fait, hélas, que traduire le simple fait que ceux-ci ne reçoivent que peu de fonds de sources privées. Or, ce sont les bailleurs de fonds privés qui sont en premier lieu responsables du renversement de tendance : dès 1980 leurs apports nets nouveaux aux pays gros emprunteurs sont pratiquement nuls. Mais la situation est incomparablement plus dramatique au niveau de certains de ces pays pris individuellement : ainsi le Brésil qui s'est mis dans les années soixante dix dans un état de dépendance croissante vis à vis du système financier international privé en subit le sévère choc en retour en 1980 lorsque les transferts nets initiés par celui-ci deviennent fortement négatifs.

Bien que l'on ne dispose pas des données pour 1981, il y a fort à parier que le mouvement amorcé en 1979 n'a fait que s'amplifier : les taux d'intérêt n'ont point reculé. Surtout les PVD ne semblent pas être parvenus à accroître sensiblement les concours obtenus sur le marché international des capitaux. Du moins, si l'on en juge par cet indicateur -certes imparfait- que constituent les eurocrédits à moyen terme et emprunts euro-obligataires recensés par la Banque Mondiale ou la Banque Morgan.

4.3. Cette réduction des transferts nets à destination des PVD (1) gros emprunteurs survient précisément à un moment où ceux-ci, qui sont parmi les pays dont les taux de croissance ont été relativement forts au cours de la décennie soixante-dix, ne peuvent -toutes choses égales par ailleurs - soutenir de tels taux que pour autant que l'écart entre épargne et investissement domestiques est comblé par des apports nets d'épargne extérieure en montants absolus croissants.

A défaut, ils sont contraints de pratiquer une politique d'ajustement pour obtenir une réduction de leur taux de croissance : ainsi des estimations du FMI révèlent que des PVD importateurs nets de pétrole et exportateurs de biens industriels (en l'occurrence des NPI type Brésil ou Corée du Sud) ont vu le taux de croissance de leur Produit Intérieur

^{pas}
(1) - Rappelons que ne sont pris en compte les flux nets d'investissements directs. Ceux-ci qui avaient connu un point bas en 1974 avec 1,1 milliards de dollars étaient fortement repartis en 1975 (10,5 milliards de dollars) et s'élevaient à 13,5 milliards de dollars en 1979. Mais leur relative inertie en courte période leur interdit de compenser de manière significative les effets des brusques variations des transferts nets dont nous venons de faire état.

Brut réel évoluer comme suit : 1976 : 6,1 %, 1977 : 5,1 %, 1978 : 5,2 %
1979 : 6,5 %, 1980 : 4,7 %, 1981 : 4,6 %. L'exemple le plus spectaculaire
d'ajustement étant fourni par le Brésil, qui a vu son taux de croissance
réel chuter brutalement pour être tout juste positif en 1981.

Jusqu'ici l'exposé a été mené sur la base des taux d'intérêt
nominaux. Or, la décélération de l'inflation non accompagnée d'une
réduction corrélative de ces derniers a laissé des taux d'intérêts réels
croissants (1). Conjugués à l'appréciation généralisée du dollar,
ceux-ci conduisent en fait à une ponction accrue de ressources réelles
sur les PVD à travers l'amortissement de leur dette à l'aide de leurs
recettes nettes d'exportations. En effet, pour les pays gros emprunteurs,
la dette contractée vis à vis du système bancaire privé est pour une large
part libellée en dollars. Une étude du Système de la Réserve Fédérale
américaine (publiée dans le Federal Reserve Bulletin de Septembre 1981)
avance ainsi la proportion quatre cinquième pour les dix pays ayant le
plus emprunté. L'ensemble des problèmes que nous avons jusqu'ici analysés
ne s'en trouvent pas du tout modifiés quant à leur nature. Tout au plus
s'en trouvent-ils accentués.

Comme on sait, que la capacité d'un pays de servir les intérêts de
sa dette, sans être contraint de s'engager dans la voie d'un endettement
supplémentaire destiné précisément à les couvrir, exige que le taux de
croissance du PIB (en termes nominaux ou réels) soit au moins égal au
taux d'intérêt (nominaux ou réels) sur cette dette, on voit bien dans
quelles contradictions ces pays risquent de se trouver enfermés.

(1)- Encore qu'il soit délicat en l'occurrence, de déterminer l'indice de
prix susceptible de constituer le déflateur pertinent. On penchera tout
de même pour l'indice des prix unitaires des exportations des PVD ou
l'indice des prix de gros dans les pays industrialisés. Les pays remboursent
en effet leurs dettes à partir de leurs recettes d'exportation. Et ils
achètent des biens d'investissement dans les pays industrialisés avec
les sommes empruntées.

Des taux d'intérêt nominaux emportés vers les sommets par l'inflation récente, en réduisant la durée de vie réelle moyenne de leur endettement, les rendent de plus en plus dépendants d'un recours fréquent au marché international des Capitaux (1). Cette nécessité intervient dans un contexte où certains indicateurs de leur solidité économique, déjà biaisés défavorablement par ces taux d'intérêt nominaux élevés (en particulier, le ratio charge d'intérêts/ PIB), vont effectivement se détériorer en termes réels si la croissance du PIB et des exportations vient à être ralentie.

Dans ces conditions, les banques internationales -déjà préoccupées par la détérioration de leurs propres structures financières- en raison de l'érosion de leurs ratios de fonds propres- risquent de devenir beaucoup plus réticentes pour accroître leur concours à ces pays (2). C'est le mécanisme qui a sans doute commencé à fonctionner en 1980, comme on peut le percevoir à travers l'évolution de l'octroi des eurocrédits à moyen terme : en 1978 les PVD non membres de l'OPEP avaient ainsi mobilisé 27 milliards de dollars ; en 1979, 35,5 milliards de dollars en 1980 à 24 milliards de dollars ; en 1981 15 milliards de dollars. Et les marchés d'obligations internationales ne démentent pas cette tendance dès lors qu'on fait abstraction des emprunts du seul Mexique. Or ceci ne peut à travers la réduction des taux de croissance réels imposés aux PVD, que creuser l'écart avec les taux d'intérêt réels qu'ils doivent acquitter. Si ceci nécessite pour eux de trouver alors des fonds supplémentaires pour payer les intérêts il est vraisemblable que les banques auront alors des raisons supplémentaires de ne pas accéder à ces demandes. Le processus cumulatif est alors bien en place qui inhibe la croissance de ces pays tant que les taux d'intérêt restent aussi élevés.

(1)-Des estimations récentes de la Banque Morgan révèlent que pour 21 PVD, gros emprunteurs leur, encours de dette extérieure bancaire, qui s'élevait à 271 milliards de dollars, avait une échéance inférieure à 1 an pour 127 milliards de dollars soit 47 %. World Financial Markets, Mai 1982.

(2)- A juste titre ! La montée des risques associée aux prêts aux États peut être appréciée par le nombre de pays en situation d'arrivées de paiement sur leur dette extérieure. Or, au début 1982, l'Amrobank néerlandaise estimait ce nombre à 23 ! (d'après Financial Times, 4 mai 1982.)

ANNEXES STATISTIQUES

TABEAU 1 VENTILATION DU COMMERCE MONDIAL PAR REGION
(PART EN POURCENTAGES DES EXPORTATIONS(X) ET DES IMPORTATIONS (I) MONDIALES).

		1963	1973	1976	1978	1979	1980
Régions industrielles	X	64	68	63	65	63	51,5
	I	64,5	69,5	66,5	65,5	67	56
Pays en voie de développement traditionnellement exportateur de pétrole	X	6	7,5	13,5	11	13	15
	I	3	3,5	5,5	7,5	6	5,5
Pays en voie de développement devenus récemment exportateurs de pétrole	X	2	1,5	2	1,5	2	2,5
	I	2,5	1,5	2	2	2	2
Autres pays en voie de développement	X	13	10,5	13,5	10,5	13,5	10
	I	15,5	13	12,5	13,5	14,5	15
dont pays les moins avancés	X		1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
	I		1,5	1,5	1	1	1

SOURCES : Rapport du G.A.T.T. 1981. Appendice A3.

TABEAU 2 COMPOSITION DU COMMERCE MONDIAL PAR PRODUITS. (pourcentages)

	1963	1973	1976	1978	1979	1980
Produits primaires	45	38	41	37	40	44
dont combustible	10	11	20	17	20	24
Produits manufacturés	52	61	57	60	58	55

SOURCES : Matrice du Commerce Mondial.

TABEAU 3

PART DES GRANDES ZONES DANS LES EXPORTATIONS
MONDIALES DE PRODUITS PRIMAIRES ET DE MANUFACTURES (EN%)

	Produits primaires			Produits manufacturés		
	1973	1978	1980	1973	1978	1980
Régions industrialisées	46	39	36	82	81	81
Pays en voie de développement traditionnellement exportateur de pétrole	19	30	34	1	0,3	0,5
Autres pays en voie de développement	9	19	17	7	8	9

SOURCES : Rapport du GATT, 1981. Matrice du commerce mondial.

TABEAU 4

PART DES PRODUITS MANUFACTURES ET DES PRODUITS PRIMAIRES EXPORTES
DANS LES EXPORTATIONS TOTALES DE CHACUNE DES GRANDES ZONES (%)

Années	Régions industrialisées		P.V.D. Traditionnellement exportateur de pétrole		Autres P.V.D.	
	Produits primaires	Produits manufacturés	Produits primaires	Produits manufacturés	Produits primaires	Produits manufacturés
1973	25	73	98	89	2	55
1978	22	76	98	93	2	58
1980	26	73	98	94	2	61

SOURCES : GATT. Le commerce international 1980/81. Appendice. Tableau 21

TABLEAU 5

STRUCTURE DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX GROUPES DE PAYS PAR PRODUITS (%) +

origine \ destinations	Régions industrialisées			P.V.D. traditionnellement exportateur de pétrole			Autres P.V.D.		
	1973	1978	1980	1973	1978	1980	1970	1978	1980
Régions industrialisées									
Produits primaires	20	26	29	15	9	15	21	18	19
Produits manufacturés	72	74	71	83	85	83	75,61	79,5	78
P.V.D. traditionnellement exportateur de pétrole									
Produits primaires	98	99	99	60	35	57	99	97	96
Produits manufacturés	2	1	1	40	59	43	1	2	3
Autres P.V.D.									
Produits primaires	67	68	63	40	42	46	56	58	54
Produits manufacturés	32	38	37	58	57	51	42	58	46

+ Part des exportations selon les produits dans le total des exportations du pays d'origine ex: la part des produits manufacturés dans le total des exportations effectuées par les pays industrialisés vers les autres P.V.D. représente 78 % SOURCES : GATT. Appendice tableau A22.

TABLEAU 6

ORIENTATIONS GEOGRAPHIQUES DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX GROUPES
DE PAYS PAR PRODUITS (% DES EXPORTATIONS TOTALES).

	Régions industrialisées			P.V.D. traditionnellement exportateur de pétrole			Autres P.V.D.		
	1973	1978	1980	1973	1978	1980	1973	1978	1980
<u>Régions industrialisées</u>									
Produits primaires	80	79	78	2	5	5	11	11	11
Produits manufacturés	73	67	67	5	11	9	14	15	16
Total	75	70	70	4	9	8	14	14	15
<u>P.V.D. traditionnellement exportateur de pétrole</u>									
Produits primaires	70	76	75	0,2	0,4	0,8	19	20	22
Produits manufacturés		22	33	—	34	32	—	22	32
Total	77	75	74	0,2	1	1,5	19	20	22
<u>Autres P.V.D.</u>									
Produits primaires	73	68	65	2	8	5	16	16	19
Produits manufacturés	65	62	59	6	10	9	22	24	26
Total	70	66	63	3,5	7	7	18	19	23

Source : G.A.T.T. Le Commerce International 1980/81. Appendice, Tableau A22

TABLEAU 8

BALANCE COMMERCIALE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT NON EXPORTATEUR DE PETROLE
PAR GRANDES CATEGORIES DE PRODUITS (MILLIARDS DE \$).

	1973			1978			1979			1980		
	Export	Import	Solde	Export	Import	Solde	Export	Import	Solde	Export	Import	Solde
-Produits primaires	44,25	29,3	14,95	92,8	73,6	19,2	119,75	102,9	16,85	149	139,6	9,4
Produits alimentaires	22,05	13,05	9	46,15	24,9	21,25	54,05	31,5	22,55			
Matières premières	7,69	4,40	3,29	11,40	7,9	3,5	15,8	10,1	5,70			
Combustibles	5,98	9,51	-3,53	23,15	36,75	-13,6	33,5	54,45	-20,95			
Autres	8,52	2,32	6,20	12,10	4,7	7,4	16,4	6,85	9,55			
- Produits manufacturés	23,15	50,05	-26,90	63,2	121,10	-57,9	81,6	153,8	-72,2	95	186,2	-91,2
Produits semi-manufacturés	6,17	16	-9,83	15,5	36,75	-21,25	20,35	47,75	-27,40			
Produits finis	5,91	27,04	-21,13	20,30	69,35	-49,05	27,20	87,10	-59,90			
Textile	4,05	3,92	0,13	7,65	7,30	0,35	9,90	9,05	0,85			
Habillement	3,82	0,89	2,93	10,45	1,95	8,50	12,6	2,45	10,15			
Autres biens de consommation	3,18	2,21	0,97	9,3	5,80	3,50	11,55	7,4	4,15			
- Commerce non classé	0,90	3,55	-2,65	2,20	7,20	-5	4,35	8,70	-4,35			
TOTAL du commerce	68,30	82,90	-14,60	158,7	201,90	-43,2	205,7	265,4	-59,7	245	335	-90

SOURCES : Le commerce international en 1980/81, Tableau A22.

TABEAU 9 COMPOSITION DES EXPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT NON EXPORTATEURS DE PETROLE
(EN %)

Produits	1973	1978	1979	1980
Produits primaires	64,8	58	58,22	60,8
Produits alimentaires	32,3	28,1	26,3	
Matières premières	11,3	7,1	7,7	
Autres	21,2	26,5	24	
Produits manufacturés	33,9	40,0	40	38,8
Produits semi-manufacturés	9	9,6	9,9	
Produits finis	8,7	12,9	13,2	
Textiles	5,9	4,8	4,9	
Habillement	5,6	6,8	6,1	
Autres biens de consommation	4,7	5,9	5,6	
Autres	1,3	2,0	2,1	
TOTAL	100	100	100	100

SOURCE : *Le commerce International en 1990/81*. GATT. Tableau A22

TABEAU 10 BALANCE COMMERCIALE DES PAYS INDUSTRIELLES AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
IMPORTATEURS DE PETROLE (EN MILLIARD DE \$).

	Ensemble des P.V.D. importateur de Pétrole		Amérique Latine		Asie du Sud Est		Externe Orient		Afrique	
	1973	1980	1973	1980	1973	1980	1973	1980	1973	1980
Produits primaires	-20,7	-48,2	-10,0	-23,6	-0,4	-0,5	-2,9	-9,5	-7,0	-13,6
Produits manufacturés	23,7	60,4	9,3	26,2	0,8	4,5	3,2	6,7	7,7	16,5
TOTAL	3,1	12,3	- 0,6	2,9	-0,4	4,0	0,3	-2,7	0,6	2,3

SOURCE : GATT. Commerce International en 1980-81.

TABLEAU 11

IMPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT IMPORTATEURS DE PETROLES PAR GROUPES DE PRODUITS ET PAR REGIONS (EN % DES IMPORTATIONS TOTALES).

origine Groupes de produits	Pays industriels		P.V.D. importateurs de pétrole	
	1973	1980	1973	1980
Produits primaires dont produits alimentaires	38	25	24	21
Produits manufacturés dont Acier	80 83	78 80	10 6	13 10
Produits chimiques	83	82	10	10
Produits des industries électromécaniques	83	83	7	9
TOTAL	64	65	15	16

SOURCE GATT. Commerce international en 1980-81.

**TABEAU 12 VARIATIONS DES PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA DEMANDE DANS LES PAYS INDUSTRIALISES
1963-1980 (VARIABLES ANNUELLES DE VOLUME EN %).**

	1963-73	1973-1980	1978	1979	1980	1981	1981 IV
PNB ou PIB	5	2	3,8	3,4	1,2	1,1	1,0
Consommation du secteur privé	5	2,50	3,9	3,30	1,1	1,0	1,0
Investissement brut en capital fixe	6	1,50	6	4,50	0,50	—	—
Investissement non résidentiel	6	2,50	6,50	6,50	2	-0,5	-2,5

SOURCES : OCDE. *Comptes de la Nation des pays de l'OCDE*, repris dans le *Rapport Annuel de la B.R.I.*, 1982.

TABEAU 13 PRIX A L'EXPORTATION DES PRODUITS PRIMAIRES 1973-1981 (INDICE 1975 = 100)

	1973	1977	1979	1980	Q ₁	Q ₂	1980 Q ₃	Q ₄	1981 Q ₁	Q ₂
Ensemble des produits manufacturés	72	109	142	157	154	157	163	160	157	(150)

SOURCES : *Bulletin mensuel de statistiques*, ONU.

TABLEAU 14 .. PRIX A L'EXPORTATION DES PRODUITS PRIMAIRES 1973-1981 (INDICE 1975 = 100)

	1973	1978	1979	1980	1980				1981	
					Q ₁	Q ₂	Q ₃	Q ₄	Q ₁	Q ₂
Produits alimentaires	88	122	137	156	149	154	160	161	151	141
Minéraux et métaux non ferreux à l'exclusion du pétrole	69	109	127	151	151	148	153	151	149	150
Total des produits	85	120	139	159	155	156	162	162	154	148
Pétrole	30	117	170	295	279	293	301	306	326	326
Produits primaires Total	62	119	152	217	208	215	222	224	228	225

TABLEAU 15 EVOLUTION DES TAUX D'INTERET AMERICAINS (1) ET DES TAUX SUR LES EURODOLLARS à 6 MOIS (EN %)

	Déc. 75	Déc. 76	Déc. 77	Juin 78	Déc. 78	Juin 79	Sept 79	Dec. 79	Jan. 80	Fev. 80	Mars 80	Avril 80
TAUX AMERICAIN	5,91	4,75	6,84	7,88	10,57	9,94	11,95	13,70	13,49	15,45	18,44	13,70
TAUX DES EURODOLLARS	6,63	5,38	7,50	9,19	12,31	10,50	12,75	14,44	14,37	17,00	19,56	13,69
	Mai 80	Juin 80	Jul. 80	Aout 80	Sept. 80	Oct. 80	Nov. 80	Déc. 80	Jan. 81	Fev. 81	Mars 81	Avril 81
TAUX AMERICAIN	7,90	8,03	8,82	10,91	12,24	14,24	17,15	17,62	16,67	15,48	14,25	16,80
TAUX DES EURODOLLARS	10,25	9,94	10,06	12,50	13,94	14,87	16,87	16,75	16,75	16,75	14,81	17,00
	Mai 81	Juin 81	Jul. 81	Aout 81	Sept 81	Oct. 81	Nov. 81	Déc. 81	Jan. 82	Fev. 82	Mars 82	Avril 82
TAUX AMERICAIN	16,94	17,07	17,62	17,48	16,80	14,91	11,31	12,78	14,11	13,96	14,24	14,24
TAUX DES EURODOLLARS	16,94	17,25	18,68	18,56	18,06	16,00	12,62	14,81	15,0	15,06	15,44	14,87

Source : *World Financial Markets* . Morgan Guaranty Trust Company. Diverses livraisons.

Note (1) Taux d'intérêt sur des instruments du marché monétaire à 3 ou 4 mois d'échéance, autres que les bons du Trésor , en fin de période.

TABLEAU 16

INTERETS SUR LA DETTE A MOYEN ET LONG TERMES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

(EN MILLIARDS DE DOLLARS U.S.)

	1971	1973	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
ENSEMBLE DES PVD - D'INTERETS SUR DETTE DE SOURCE PRIVEE	3.1	5.2	9.0	10.1	12.3	17.2	24.1	34.1	46,5 ^e
PAYS GROS EMPRUNTEURS(1) -D'INTERETS SUR DETTE DE SOURCE PRIVEE	1.2	2.1	6.0	6.6	8.1	11.5	16.7	24.0	
PAYS A FAIBLE REVENU IMPORTATEURS DE PETROLE(2) -D'INTERETS SUR DETTE DE SOURCE PRIVEE	0.4	0.5	0.6	0.6	0.7	0.9	1.0	1.2	
	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.4	

Source : World Debt Tables. Banque Mondiale. Washington , Dec. 1981.

External Debt of Developing Countries , OCDE. Paris oct. 1981.

NOTES : e : valeur estimée

(1) Algérie , Argentine, Brésil, Egypte, Inde , Indonésie, Israël, Corée du Sud, Mexique, Espagne, Turquie, Venezuela et Yougoslavie. En 1980 tous avaient une dette extérieure (publique et privée) à moyen et long termes supérieure à 12 milliards de dollars.

(2) Définis par un niveau de PNB par tête inférieur à 370 dollars en 1970.

TABEAU 17 : IMPACTS RESPECTIFS DES VARIATIONS DU PRIX DU BARIL DE PETROLE ET DU LIBOR SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS DE 12 PVD (1) NON PRODUCTEURS DE PETROLE. PROJECTIONS POUR 1982.

	BRESIL	COREE DU SUD	TURQUIE	INDE	12 PVD
IMPORTATIONS NETTES DE PETROLE EN MILLIARDS DE DOLLARS (2)	8.2	6.1	3.1	5.3	35.7
INTERETS BRUTS SUR LA DETTE EXTERIEURE EN MILLIONS DE DOLLARS (2).	9.0	3.5	1.4	0.8	27.8
EFFET D'UNE VARIATION DE 5 \$ PAR BARIL, DU PRIX DU PETROLE	1.4	1.0	0.5	0.7	5.8
EFFET D'UNE VARIATION DU LIBOR DE 2 %	1.3	0.5	0.2	0.1	4.0

Source : *World Financial Markets*. Morgan Guaranty Trust Co of New-York. Mars 1982, p.7.

Notes : LIBOR : Taux d'intérêt servant de base d'indexation aux eurocrédits à moyen terme.

(1)- Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, Inde, Israël, Taiwan, Thaïlande, Turquie.

(2)- Sur la base d'un prix moyen du pétrole exporté par l'OPEP de 29-30 \$ le baril et d'un LIBOR à 13 %.

TABLEAU 18

EVOLUTION DES COÛTS MOYENS EN INTERETS (EXPRIMES EN POURCENTAGES)
DES DIVERS TYPES DE CREDITS AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT(1).

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
DETTE A TAUX D'INTERET FIXE	4,2	4,5	4,6	4,8	4,8	5,0	5,2	5,5	5,7	6,2
CAD Aide Publique au Développement	2,5	2,5	2,4	2,4	2,4	2,2	2,3	2,2	1,9	1,8
CAD. Crédits officiels à l'exportation	—	6,0	6,0	6,3	6,3	6,0	6,2	6,3	6,8	7,3
CAD. Crédits privés à l'exportation	—	6,6	6,8	7,5	7,6	7,9	8,1	8,3	8,6	8,9
Concours des organisations internationales	5,2	5,5	5,5	5,4	5,5	5,6	6,2	6,2	6,6	7,3
Obligations	4,9	5,5	5,2	5,5	5,0	5,6	7,0	7,3	8,3	9,0
Autre dette privée	—	8,5	9,0	8,6	8,5	8,4	8,6	9,2	9,8	10,5
Aide bilatérale hors CAD	2,6	2,7	2,8	3,0	3,0	3,0	3,3	4,0	4,5	5,0
DETTE A TAUX D'INTERET VARIABLE (2)	7,9	9,0	10,0	11,0	8,5	7,8	9,0	12,0	15,3	18,0
ENSEMBLE DE LA DETTE	4,6	5,4	6,1	6,6	6,6	6,6	7,5	7,7	8,8	10,2

Source : External Debt of Developing Countries. OCDE Paris oct. 1981.

Notes : e = valeur estimée, p = valeur provisoire, CAD = Comité d'Aide au Développement.

(1) - Paiements annuels d'intérêts et d'autres frais exprimés en pourcentage de l'encours de la dette au début de l'année et ajustés pour tenir compte des variations de taux de change.

(2) - Coût moyen annuel pondéré -y compris la marge ("spread") et les commissions -pour les emprunteurs, sur la base du LIBOR moyen entre le 1er juillet et le 30 juin, et d'un renouvellement semestriel des crédits.

TABEAU 19 PART DE LA DETTE A MOYEN ET LONG TERME
A TAUX D'INTERET VARIABLE EN 1980 EN %

PAYS	%	PAYS	%
ARGENTINE	57,7	NICARAGUA (1)	36,0
BOLIVIE	32,1	PEROU	25,2
BRESIL	62,6	PHILIPPINES	30,1
CHILI	51,8	SCUDAN	3,7
COSTA RICA	48,1	TURQUIE	23,0
JAMAIQUE	27,5	VENEZUALA	77,9
MEXIQUE	70,6	ZAIRE	11,6

Source . *The Economist* 20 mars 1982.

Notes (1). Valeur pour 1979.

TABLEAU 20 DETTE ET AVOIR EN DEVICES ASSORTIES DES TAUX D'INTERET VARIABLES. FIN 1979. MILLIARDS DE DOLLARS.

	Dette totale (1) à taux variable	Avoir en devises
ARGENTINE	9,6	8,9
BRESIL	39,0	10,2
CHILI	4,1	2,2
COREE	9,9	5,6
ESPAGNE	11,5	23,3
TURQUIE	4,2	0,8
COLOMBIE	2,8	3,8
COTE D'IVOIRE	1,5	0,2
MAROC	2,4	0,8
PHILIPPINES	5,4	3,7

Source : rapport sur le développement dans le monde. 1981.

Notes (1) . Dette à court terme comprise.

TABLEAU 23 : TRANSFERTS NETS DE RESSOURCES AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

	1971	1973	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<u>ENSEMBLE DES PVD</u>								
TRANSFERTS NETS	7,4	13,0	23,6	27,0	32,6	36,7	31,0	22,7
- D ^T SOURCES PRIVEES	4,0	8,0	13,7	18,3	23,1	26,7	20,3	8,6
<u>13 PAYS GROS EMPRUNTEURS</u>								
TRANSFERTS NETS	3,1	6,5	15,5	18,4	19,8	22,8	18,0	7,7
- D ^T SOURCES PRIVEES	1,4	4,0	10,2	14,1	15,8	18,7	13,5	1,7
<u>PAYS A FAIBLE REVENU PAR TETE</u>								
TRANSFERTS NETS	1,4	1,5	3,4	2,8	2,6	3,0	3,4	4,6
- D ^T SOURCES PRIVEES	0,2	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,4	0,6
<u>BRESIL (1)</u>								
	<i>(en milliards de dollars)</i>							
TRANSFERTS NETS	545,5	1271,0	2787,0	3838,3	3640,6	6912,2	580,7	- 3082,9
- D ^T SOURCES PRIVEES	417,6	1055,5	1670,3	2583,2	2671,2	6776,7	519,0	- 3088,3
<u>MEXIQUE</u>								
TRANSFERTS NETS	64,9	1171,2	2480,5	3262,5	3181,7	2333,7	708,4	659,2
- D ^T SOURCES PRIVEES	47,7	1095,8	2228,6	3151,7	3071,7	2339,1	689,5	223,4

Source : WORLD DEBT TABLES. Banque Mondiale. Washington, Décembre 1981.

Notes : (1) Y compris la dette privée non garantie à partir de 1975. Mais on ne connaît pas la contribution des sources privées aux transferts nets relatifs à cette portion de la dette avant 1978.

TABEAU 21 EVOLUTION DES AVOIRS DETENIS AUPRES DU SYSTEME BANCAIRE INTERNATIONAL PAR DES PVD GROS EMPRUNTEURS
(Fin des trimestres en cours en millions de dollars)

	1975 IV	1976 IV	1977 IV	1978 I	1978 IV	1979 II	1979 IV	1980 I	1980 II	1980 III	1980 IV	1981 I	1981 II	1981 III	1981 IV
ARGENTINE	2060	3138	4335	4464	4704	6750	7690	7525	6988	7816	6616	5340	5576	5840	6574
BRESIL	4061	6780	6308	7698	10716	9511	8075	5535	4772	4418	4729	4264	4156	4612	4822
MEXIQUE	3385	4400	5254	5550	6443	6571	8224	8343	8494	7959	9438	9439	9125	9969	12144
COREE DU SUD	1182	2150	3030	2685	2496	2475	3090	2700	2459	3342	3262	2813	2493	2714	3154
TAIWAN	1525	2330	3504	3871	4596	4769	4779	4424	4723	4936	4766	4683	5256	5581	5963
CHILI	515	718	798	1226	1638	1772	2235	2594	3011	3264	3372	3440	3497	3407	3573
TURQUIE	773	545	584	684	807	917	902	1034	1031	1111	1231	1127	1078	1251	1558
PHILIPPINES	1702	1836	1827	2116	2226	2442	2734	2789	3085	3050	3497	3511	2970	3185	2944

Source . Evolution de l'activité bancaire internationale. Trimestriel. Banque des Règlements Internationaux. Bâle.

TABLEAU 22

EFFET DE L'INFLATION SUR LA VALEUR REELLE D'UN PRET

	1	2	3	4	5
<u>PAS D'INFLATION</u>					
MONTANT DU PRET RESTANT DISPONIBLE EN DEBUT DE PERIODE	1000	800	600	400	200
AMORTISSEMENT DU PRINCIPAL	200	200	200	200	200
INTERETS	0	0	0	0	0
SERVICE DE LA DETTE	200	200	200	200	200
<u>INFLATION : 10 % L'AN</u>					
MONTANT DU PRET RESTANT DISPONIBLE EN DEBUT DE PERIODE	1000	800	600	400	200
AMORTISSEMENT DU PRINCIPAL	200	200	200	200	200
INTERETS	100	80	60	40	20
SERVICE DE LA DETTE	300	280	260	240	220

Source : External Indebtedness of Developing Countries. Occasional Paper 3. IMF Washington, May 1981.

A N N E X E

Liste des 13 pays gros emprunteurs retenus par la Banque Mondiale

ALGERIE	ESPAGNE	TURQUIE
ARGENTINE	INDE	VENEZUELA
BRESIL	INDONESIE	YUGOSLAVIE
COREE DU SUD	ISRAEL	
EGYPTE	MEXIQUE	

Liste des 12 pays gros emprunteurs retenus par la Banque Morgan

ARGENTINE	COREE DU SUD	PHILIPPINES
BRESIL	COTE D'IVOIRE	TAIWAN
CHILI	INDE	THAILANDE
COLOMBIE	ISRAEL	TURQUIE

Les écarts entre les deux listes s'expliquent par le fait que la Banque Morgan ne retient que des pays non exportateurs nets de pétrole.

